



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale  
de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 02/12/2024

Références : UD87-2024-240 r géorisques

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIÈRE DESMARAIS**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement CARRIÈRE DESMARAIS implanté Les Six Bornes Route de Dompierre les Églises 87190 Magnac-Laval. L'inspection a été annoncée le 26/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE DESMARAIS
- Les Six Bornes Route de Dompierre les Églises 87190 Magnac-Laval
- Code AIOT : 0006000218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection a porté globalement sur l'ensemble du site d'exploitation notamment sur le gisement d'extraction et les points de non-conformités relevés dans le précédent rapport d'inspection de 2023 ainsi que le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-012 du 22 février 2024.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Bornage et délimitation du périmètre autorisé de la carrière	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.1.B	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Distance de recul - Protection des aménagements	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.3.F.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.5.D.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.6.B.a	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article II.1.D	Sans objet
6	Rejet des eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.A.c	Sans objet
7	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1	Sans objet
8	Contrôle des vibrations	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.D.f	Sans objet
9	Contrôle poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	Sans objet
10	Suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.C.d	Sans objet
11	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.5.B.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments de régularisation et doit poursuivre les travaux d'aménagements engagés depuis le début de l'année 2024 afin de sécuriser le site pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bornage et délimitation du périmètre autorisé de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.1.B
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bornage et délimitation du périmètre autorisé de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li><li>- le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ul> Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a montré sur site à l'inspection sur une partie du périmètre autorisé la réalisation d'une clôture afin de matérialiser la délimitation de l'exploitation de la carrière. <b>En complément, l'exploitant devra présenter une facture ou une attestation d'exécution des travaux en joignant un PV de bornage et de reconnaissance de limites pour le rétablissement des bornes.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 2 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conduite de l'exploitation - Respect de la cote minimale d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> La cote minimale d'exploitation de fond fouille ( <b>226 m NGF</b> ) devra être strictement respectée. Pour les zones présentant une cote inférieure le cas échéant, un remblaiement sera à réaliser.
<b>Constats :</b> <b>Au vu du dernier plan topographique communiqué (établi le 25 janvier 2024), il apparaît que la cote minimale de fond de fouille de 226 m NGF n'est pas toujours respectée sur certains points de la carrière. L'exploitant devra fournir un prochain plan après opération de remblaiement afin d'atteindre la cote minimale.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Distance de recul - Protection des aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.3.F.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance de recul - Protection des aménagements
<b>Prescription contrôlée :</b> Les abords de l'exploitation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

<p>Le front d'exploitation Nord devra satisfaire à cette disposition ainsi qu'à la hauteur maxi de chaque gradin de 15 mètres.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des travaux d'aménagement et de confortement des fronts sont engagés par l'exploitant depuis le début de l'année afin de remblayer et sécuriser le glissoire d'une zone du front ainsi que d'assurer la stabilité des parcelles des riverains situées au dessus du massif tout en respectant la distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé.</p> <p><b>L'exploitant doit poursuivre ces opérations d'aménagement et de confortement des fronts jusqu'à son achèvement. A la fin des travaux, l'exploitant transmettra à l'Inspection des photos justifiant la fin de la réalisation de l'opération de mise en sécurité du massif.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Suivi annuel d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.6.B.a
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi annuel d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir à l'exploitant un rapport annuel d'exploitation présentant notamment les quantités extraites et les volumes de remblais amenés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué un tableau de synthèse annuel d'exploitation de l'année 2023 présentant les volumes de matériaux abattus, les surfaces exploitées, la quantité de matériaux produits ainsi que les volumes de stériles stockés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article II.1.D
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Acte de cautionnement pour le renouvellement des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TP 01 justifiant de leur actualisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement pour le renouvellement des garanties financières valide du 11 mars 2024 au 10 mars 2029.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Rejet des eaux dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.A.c
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de rejet des eaux dans le milieu naturel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'émissaire est équipé d'un canal de mesure de débit et d'un dispositif de prélèvement. L'émissaire est équipé d'un dispositif de fermeture rapide. Le débit et les analyses des paramètres seront mesurés selon une fréquence annuelle au point de restitution afin de contrôler la qualité des eaux rejetées.
<b>Constats :</b> Les dernières analyses à fréquence annuelle présentées par l'exploitant réalisées le 18/12/2023 et le 23/04/2024 sont conformes. Les prélèvements et analyses ont été réalisés par le laboratoire Biobasic Environnement. Les rapports du laboratoire prestataire précisent les mesures de débit instantané en surverse du déversoir du bassin aval (exutoire vers le milieu naturel) respectivement de 322 l/min (soit 19,32 m <sup>3</sup> /h) le 18/12/2023 et de 280 l/min (soit 16,8 m <sup>3</sup> /h) le 23/04/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores est effectué périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué la dernière campagne de mesures acoustiques réalisée le 17/11/2023 par Biobasic Environnement. Les valeurs d'émergence obtenues au niveau des habitations sur les 4 points de stations de mesures sont conformes à la valeur réglementaire limite admissible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Contrôle des vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.D.f
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les axes de la construction. Le respect de la valeur limite fixée est vérifié lors de chaque tir réalisé sur la carrière.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'enregistrement des mesures de vibrations lors des 2 derniers tirs effectués le 03/04/2024 et le 04/09/2024 qui présentent des valeurs conformes (valeurs mesurées < 3 mm/s).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Contrôle poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

<p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait parvenir les 3 premières mesures trimestrielles des retombées de poussières réalisées en 2024 par le laboratoire Biobasic environnement.</p> <p>Les valeurs mesurées sont conformes à la valeur seuil fixée à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p><b>La 4ème et dernière campagne de mesures 2024 est programmée en novembre. Dès réception, l'exploitant communiquera cette dernière campagne de mesures.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 10 : Suivi des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.C.d
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Suivi et gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un registre d'évacuation des déchets pour leur élimination ou retraitement/valorisation sur lequel est indiqué les dates d'enlèvement, les quantités, la nature, l'origine et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué un extrait du registre d'évacuation des déchets pour leur élimination ou retraitement/valorisation précisant les éléments suivants : quantité, nature, mode de traitement, d'élimination ou valorisation et lieu de destination de tout déchet produit par ses installations. La dernière opération d'enlèvement concerne les huiles usagées en date du 31 janvier 2024.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.5.B.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés une fois par an par un organisme de contrôle extérieur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis la dernière fiche de vérification annuelle des extincteurs en date du 27/02/2024 réalisée par l'organisme Isogard qui mentionne aucune observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.5.D.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au moins une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport annuel de contrôle des installations électriques réalisé en date du 27/02/2024. Le document Q18 conclu que les équipements électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Le rapport annuel est annoté d'une intervention réalisée le 18 juillet 2024 afin de lever une non-conformité sur la remise en état de fonctionnement de l'éclairage de sécurité du local TGBT et du local transformateur. <b>Toutefois, une dernière non-conformité demeure à régulariser concernant la réalisation d'un verrouillage entre l'unité fonctionnelle et le disjoncteur général BT. L'exploitant a fourni un courrier expliquant la situation. Une démarche avec ENEDIS est en cours afin de déterminer les travaux à engager.</b>  <b>L'exploitant devra fournir un échéancier des travaux à réaliser et transmettre ensuite un justificatif des travaux réalisés pour lever ce dernier écart.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois